



CSE réseau F3 d'avril 2026

Commission économie et structures du 20 mars 2026

(compte-rendu)

Présents pour les élus : Danilo Comodi (rapporteur, Le Havre), Emeline Droxler (Strasbourg), Laurent Ducrozet (Besançon), Vincent Habran (Grenoble), Frédéric Maillard (Vendargues)

Pour la direction : Philippe Angot (directeur finances du réseau), Vanessa Fixot (présidente de la commission), Séverine Thirel (DRH adjointe du réseau)

Présentation du rapport de gestion 2025 et du budget 2026 du réseau France 3

Contexte

Le gouvernement n'a pas fait passer son projet de holding, mais continue de réduire le financement de l'Audiovisuel Public, surtout celui de notre entreprise. Cette année, le budget a été voté à l'équilibre, mais avec environ 150 M€ d'économie à trouver. Le réseau est mis à contribution, à hauteur de 13,7 M€ comme l'avait annoncé le directeur du réseau en janvier. Dans le détail, ce sont surtout les dépenses hors masse salariale qui sont réduites. Les régions accusent tout de même un coup de rabet de 45,1 ETP pour 2026 par rapport au rectificatif

(-56,1 par rapport au budget initial), alors que FTV perd 81 ETP sur toute l'entreprise. Il est donc demandé au réseau d'absorber plus de la moitié de la réduction d'ETP de l'entreprise. 55,7 % exactement. Ce qui est demandé au réseau est donc sans précédent, et scandaleux.

La direction du réseau a précisé que la réduction d'ETP de FTV comprend « *d'importantes internalisations à la direction du numérique* », ce qui corrige à 114 la baisse d'ETP à « *périmètre comparable* ». Dans ce cas, le réseau absorbe 39,6 % de l'effort dans l'entreprise alors qu'il représente 33,2 % des effectifs.

Pour le bilan 2025, rappelons d'abord qu'il y avait eu un budget rectificatif qui réduisait de 3,7 M€ les moyens du réseau. Mais cette économie avait déjà été faite au 1^{er} semestre... En fin d'année, le réseau a encore respecté, et même sous-consommé, ses objectifs avec une économie de 13,1 M€ par rapport aux prévisions rectifiées, et 16,8 M€ par rapport au budget initial. Dans ce compte-rendu, les chiffres du bilan 2025 seront donnés par rapport à ce budget initial. C'est sur la masse salariale qu'a été faite la majorité de cette économie.

Les recettes publicitaires de 2025 continuent de baisser par rapport à 2024. Cette spirale infernale ne s'arrête jamais. On paie encore la suppression d'un écran publicitaire à un horaire stratégique depuis Tempo, et aussi la baisse des audiences chez les téléspectateurs ciblés par les annonceurs.

Point 1 : Budget et ETP

Le budget 2026 du réseau s'élève à **440,4 M€**, en baisse de **3,3 % (- 15,2 M€)** par rapport au prévisionnel 2025, et en hausse de **0,4 % (+ 1,6 M€)** par rapport au réalisé 2025. Jamais une telle baisse n'avait été enregistrée de budget à budget. Philippe Angot déclare qu'il présente un budget qui n'est pas facile à tenir, avec ces 15 M€ environ en moins. Et précise que le réseau n'est pas concerné par la première rectification qu'a déjà subi le budget de l'entreprise.

FTV perd 81 ETP en 2026. Et le réseau subit une amputation de 45,1 ETP par rapport au rectificatif 2025 ! Donc plus que ce qui est infligé au reste de l'entreprise. La PDG et sa Comex ont donc délibérément choisi de saigner le réseau pour renforcer d'autres secteurs de l'entreprise. Vraisemblablement dans le numérique. Et si on regarde par rapport à 2024 où on avait eu les renforts Tempo, le réseau perd 90,3 ETP. Parler de saignée n'est donc pas exagéré.

Concrètement, l'effectif ETP du réseau pour 2026 descend à 2864,1 ETP, contre 2909,2 au budget rectificatif de 2025. Initialement, le budget 2025 prévoyait 2920,2 ETP en 2025. **Ça fait donc - 56,1 ETP de budget à budget.** Le coût moyen d'un ETP par salarié augmente. On arrive à une moyenne de 100 276 € en 2026. Si un ETP représente un salaire sur 360 jours payés, c'est en moyenne 180 jours travaillés.

Evolution des ETP en 2026 par rapport à 2025, et à 2024 (renforts Tempo), par région

Région	ETP 2024 renforts Tempo	ETP rectif. 2025	ETP 2026	Evol. 24/26	Evol. 25/26
Auvergne Rhône-Alpes	343,0	333,6	328,2	- 14,8	- 5,4
Bourgogne Franche-Comté	226,0	221,7	216,3	- 9,7	- 5,4
Bretagne	155,0	170,2	167	+ 12,0	- 3,2
Centre Val-de-Loire	121,3	118,6	117,0	- 4,3	- 1,6
Grand-Est	382,6	373,1	367,0	- 15,5	- 6,1
Hauts-de-France	250,6	244,3	240,0	- 10,6	- 4,3
Normandie	220,0	212,9	210,3	- 9,7	- 2,6
Nouvelle-Aquitaine	430,9	422,4	415,0	- 15,9	- 7,4
Occitanie	304,6	298,5	294,7	- 9,9	- 3,8
Paris Ile-de-France	94,8	92,8	92,5	- 2,3	- 0,3
PACA	259,4	254,6	249,4	- 10,0	- 5,2
Pays de la Loire	125,7	123,9	122,1	- 3,6	- 1,8
Siège	38,5	42,6	44,6	+ 6,1	+ 2,0
<i>Total</i>	<i>2952,5</i>	<i>2909,2</i>	<i>2864,1</i>	<i>- 90,3</i>	<i>- 45,1</i>

La seule entité qui gagne des ETP est celle du siège avec 2 ETP de plus cette année, après une hausse de 4,1 l’an dernier. Le directeur financier précise que ce sont des transferts de personnes qui arrivent avec leur poste. Pour rappel, l’entité siège compte, entre autres, les postes de direction, dont Philippe Martinetti et Christophe Poullain, le numérique, la communication, les DDMPO, un service IMG et les temps pleins du bureau du CSE.

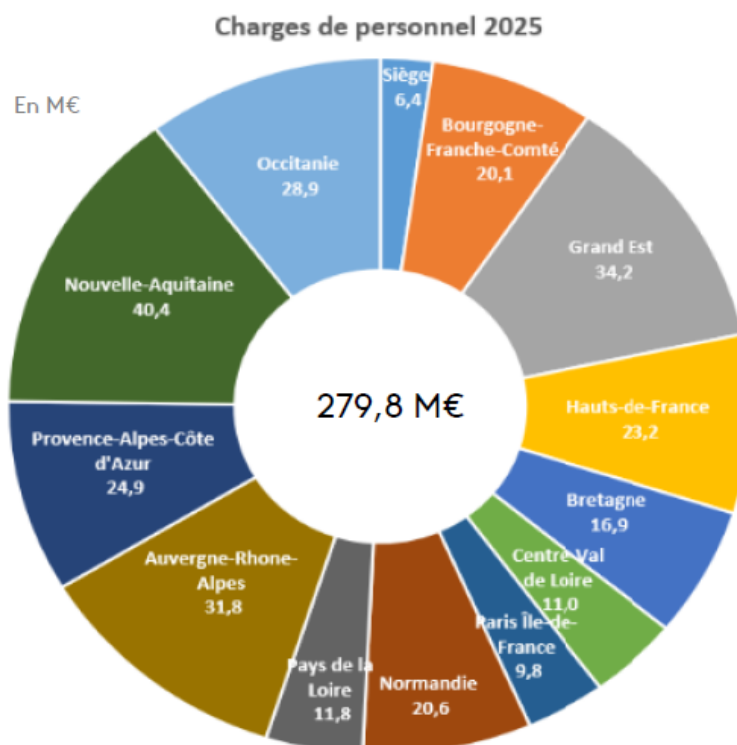
Pour la Bretagne, la bosse d’ETP entre 2024 et 2026 est due au transfert du pool des équipes légères de la Fabrique vers le réseau. Ensuite, difficile de trouver une logique dans la baisse d’ETP entre les régions. La direction indique que la répartition commence à se faire en septembre avec les directions régionales qui font leurs demandes, projets à l’appui. Vient ensuite l’arbitrage de Philippe Martinetti et Christophe Poullain. Et ensuite l’arbitrage au niveau de l’entreprise. Certains doivent avoir de très bons arguments. Dans la plus grosse rédaction du réseau, Paris Ile-de-France, qui est maltraitée au niveau technique et immobilier, les ETP baissent peu en comparaison avec d’autres.

Les petites régions mono-antennes dont on nous dit depuis des années qu'elles doivent être renforcées, n'ont pas profité sur le long terme de véritable hausse d'ETP. Depuis Tempo, elles perdent le moins, mais ne gagnent rien. Les trois plus grosses régions, Grand-Est, Nouvelle-Aquitaine et AURA perdent le plus avec environ 15 ETP en moins depuis Tempo. Encore une fois, et malgré nos demandes répétées, la direction refuse de nous donner des détails sur la répartition entre les antennes. Et c'est pareil en instance de proximité, où les directeurs régionaux refusent d'expliquer leur affectation d'ETP et de moyens. Et la direction du réseau ne les encourage pas du tout à le faire. Cette opacité délibérée doit cesser. Nous demandons de nouveau d'avoir au moins une fois par an la présence des directeurs financiers régionaux en instance de proximité pour informer les élus, et donc le personnel sur la situation financière des antennes.

Les dépenses

La masse salariale

En 2025, le réalisé est largement inférieur à la prévision : **279,8 M€**, en économie de 11,8 M€ par rapport aux prévisions qui atteignaient 291,6 M€. Voir détail ci-dessous.



Cet écart n'est pas surprenant, au vu des années passées. Même si on a toujours du mal à comprendre pourquoi les directions régionales vivent chaque année en

dessous de leurs moyens. Au 30 juin, les régions avaient déjà économisé 6,1 M€. Le directeur financier explique cette différence avec plusieurs facteurs. D'abord 2025 a été une année « normale » sans événements imprévus, comme des élections anticipées, Tempo ou une crise sanitaire. Le déploiement de nouveaux outils, comme OpenMedia ou les régies MOSAR n'ont concerné que très peu de régions, et pas sur l'année entière. Les formations étaient donc moins nombreuses que les années précédentes, ça a donc induit moins de contrats pour nos collègues non-permanents.

Le cout moyen d'un permanent est en baisse depuis deux ans. Il y a en fait eu beaucoup de départs, et beaucoup d'arrivées à salaires plus faibles, d'où un effet Noria négatif.

Une autre explication est l'absentéisme, Le niveau important d'IJSS (indemnités journalières de sécurité sociale) perdue. Et suivant les postes concernés, les remplacements ne sont pas systématiques, loin de là.

Les postes vacants qui tardent à être affichés, ou qui restent gelés durant de longs mois permettent une forte économie, surtout sur des fonctions qui ne sont pas remplacées à 100 %. On voit dans plusieurs régions des postes de TEVA qui restent au fond du tiroir, voire dans le congélateur.

La gestion de plus en plus rigoureuse et optimisée de la prise des congés permet un étalement plus régulier, et donc un cout maîtrisé, avec là aussi une baisse des contrats pour les non-permanents. Les cotisations patronales ont été moins élevées que prévues en 2025.

Le tout a permis une économie de plus de 4 M€. Ce n'est donc pas négligeable.

Etat de la masse salariale (en M€)

Région	MS budg. 25	MS réal. 25	écart réalisé 2025	MS budg. 26	écart 26/25	Coût ETP (K€) 2026
Auvergne Rhône-Alpes	33,2	31,8	- 1,4	32,8	- 0,5	99,9
Bourgogne Franche-Comté	20,7	20,1	- 0,6	20,4	- 0,4	94,3
Bretagne	18,0	16,9	- 1,1	17,6	- 0,5	105,4
Centre Val-de-Loire	11,5	11,0	- 0,5	11,4	- 0,2	97,4
Grand-Est	35,8	34,2	- 1,6	35,4	- 0,4	96,5
Hauts-de-France	23,8	23,2	- 0,6	23,4	- 0,4	97,5
Normandie	21,3	20,6	- 0,7	20,7	- 0,5	98,4
Nouvelle-Aquitaine	42,0	40,4	- 1,6	40,9	- 1,0	98,6
Occitanie	30,6	28,9	- 1,7	30,0	- 0,7	101,8
Paris Ile-de-France	10,1	9,8	- 0,3	10,3	+ 0,2	111,4
Provence-Alpes Côte d'Azur	25,9	24,9	- 1,0	25,4	- 0,5	101,8
Pays de la Loire	12,6	11,8	- 0,8	12,3	- 0,2	100,7
Siège	6,1	6,4	+ 0,3	6,7	+ 0,6	150,2
Total	291,6	279,8	- 11,8	287,2	- 4,3	/

Toutes les régions ont moins consommé. Nouvelle-Aquitaine, AURA et Occitanie décrochent la palme avec 1,6 M€, 1,4 M€ et 1,7 M€ de décalage. Des régions qui ont usé, voire abusé des mutualisations de JTR, comme Bourgogne Franche-Comté ont dépensé moins que prévu. Les recours aux éditions communes pour des besoins d'économie doivent être mieux évalués par les directions régionales, pour ne pas dépasser à ce point leurs objectifs.

Pour 2026, bien que le nombre d'ETP se réduit fortement, la masse salariale augmente de 7,4 M€ par rapport au réalisé 2025. Mais est en baisse par rapport à la prévision de 2025 (- 4,3 M€). La baisse du budget se fait donc en partie sur la masse salariale. Cette dernière prend en compte, mécaniquement et proportionnellement, la baisse d'ETP. Le glissement naturel de la masse salariale, avec l'ancienneté, et les 10 M€ de l'enveloppe NAO, atténuent cette réduction. La direction a pris en compte l'hypothèse d'un gouvernement qui va augmenter des charges pour réduire ses déficits. On constate une certaine régularité dans la répartition de baisse de masse salariale entre les régions. Sauf pour le siège et PldF qui augmentent.

Cette baisse de budget et d'ETP ne s'accompagne pas d'une réduction de nos temps d'antenne. Et ce n'est pas pour autant qu'on demande de réduire le temps d'antenne régional. Il faut donc user et abuser de rediffusions et de programmes multi-régions pour pallier la baisse de nos moyens. Ce n'est pas cette régionalisation-là qu'on imaginait.

Les charges hors personnel

Philippe Angot confirme que FTV n'a pas de trésorerie. Pour en récupérer, l'entreprise étudie des solutions, parmi lesquelles la vente de biens. Pour FTV, vendre l'immobilier pour ensuite payer un loyer pourrait être un moyen pour retrouver du cash. C'est une vision à court terme, mais on en est là.

Pour le réseau, Nantes et Lille sont à l'étude pour une éventuelle transaction, avec une location derrière. Et la direction cherche ailleurs. Le directeur financier confirme que les stations de Lyon et Marseille sont « *surdimensionnées, et ne correspondent plus à nos besoins* ». Pour Lyon, il n'est pas question de déménager, mais de voir pour céder des parties de la station qui ont un gros potentiel immobilier, notamment pour des bureaux dans le quartier de la Part-Dieu. Ça permettrait de récupérer des fonds pour rénover les parties conservées. Les autres projets en vue seront « *retravaillés* ». C'est un peu tard pour Antibes vers Nice, dommage... Mais c'est désormais beaucoup plus regardant pour les autres. La solution d'emprunts auprès des banques est déjà bien utilisée.

En 2025, une belle économie a été également faite dans le réseau sur les charges hors personnel : 5 M€. En tout, le réseau a dépensé **159 M€ sur les 164 M€ alloués.**

La plus forte économie ne concerne pas cette fois le recours à la Fabrique. C'est sur les achats hors programme avec une économie de 2 M€ sur les 8 M€ prévus. **Et pour 2026, le budget est en forte baisse à 153,2 M€, soit 10,9 M€ en moins (-6,6%).** Il intègre des baisses de 2025, et tient compte des économies imposées.

Les baisses du prix de l'énergie représentent encore une fois une belle part des économies réalisées dans les « achats hors programme ». Les tarifs prévisionnels avaient été calculés sur des bases qui étaient encore hautes. Nous avons en plus bénéficié d'un remboursement d'EDF, « l'amortisseur électrique ». C'était un dispositif pour les entreprises pour mieux encaisser la forte hausse de l'énergie après le début de la guerre en Ukraine. Ça représente 700.000 € qui reviennent dans la caisse. La facture d'électricité représente 90 % de la ligne des achats hors programme. Pour 2026, cette ligne reprend le réalisé 2025, sans le remboursement EDF.

Les impôts et taxes sont en léger recul. Les amortissements hors programme sont en retrait de 600.000 € en 2025. Ça s'explique par des retards sur des investissements, d'où un décalage des amortissements. En 2026, la prévision reste identique à celle de 2025 car les amortissements sont maintenant stabilisés. Et on ralentit sur les investissements.

Les frais de mission sont nettement en retrait par rapport à la prévision en 2025 : 600.000 euros en moins. C'est un marqueur de la réduction drastique de l'emploi des collègues CDD. Et pour 2026, la réduction s'élève à 2 M€. On passe de 12,6 M€ à 10,6 M€. C'est mécaniquement dû à la baisse d'ETP. Les temps seront vraiment durs pour les non-permanents cette année. La réduction des jours de formations joue aussi sur la baisse des frais de mission.

Le budget de la communication baisse aussi. Il perd 400.000 € en un an, alors qu'il a été dépassé l'an dernier. S'il est utilisé pour débaptiser France 3, c'est suffisant. Les 12 régions se partagent 300000 € de cash pour la com locale.

Le budget « locations » de l'an dernier est légèrement en débord, et revient au même niveau pour 2026 avec 6,6 M€ prévus. Il comprend notamment le parc des véhicules, qui est quasi complètement en location longue durée. Sur 4 ans généralement. Le coût pour chaque nouveau véhicule augmente à cause de la réglementation qui oblige les entreprises à rouler en voitures hybrides ou électriques. Et les loueurs ont fait grimper les tarifs de 20 à 30% pour ce type de véhicule.

Les achats de programmes représentent la principale source de réduction du budget pour le réseau, comme pour tout FTV. En 2026, la baisse atteint 7,7 M€. On passe de 32,6 M€ à 24,9. La contribution pour les matinales ICI passe de 9 M€ à 7 M€ par an, comme annoncé lors du CSE de mars. Jusqu'ici, chaque matinale coûte en moyenne 180 000 €. Ça baissera à partir de septembre, avec une incertitude sur la nature du programme qu'on mettra à l'antenne. Il y a aujourd'hui 42 matinales diffusées, il en reste deux pour arriver à la totalité des 44 : Nîmes et Clermont.

On va acheter moins de séries, mutualiser encore plus des programmes d'antenne comme « *Homard et cordon bleu* » sur la cuisine, ou « *La vie à vélo* ». Les temps d'antenne restant identiques, on rachètera des droits sur les documentaires qu'on a produit, pour les rediffuser, et diffuser aussi ceux des autres régions. On perd clairement de la proximité. L'investissement dans le documentaire baisse de presque 10 %. Ça représente environ deux docs en moins par région en 2026. Pour rappel, la part de cash de FTV est de 15.600 € pour un 52 minutes.

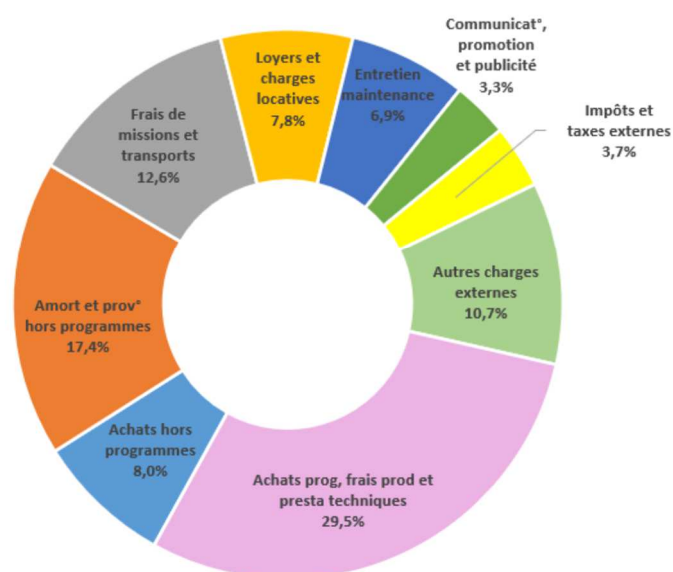
Le FIVR (Fonds d'Investissement de la Visibilité des Régions) est divisé par deux. Chargé de financer des PAE et des émissions (Nouveaux Nomades, Réseau d'enquêtes, Le meilleur de ...), il sera concentré désormais sur « *Les héros du patrimoine* », diffusés le mercredi à 23h.

Avec ces restrictions, et les mesures prises pour les contourner, la direction dit que les DAC (Délégués Aux Contenus) ont ce qu'il faut remplir leur grille.

La plus grosse part des dépenses restent les prestations internes qui sont pratiquement conformes aux prévisions en 2025, avec 66,3 M€ consommés. Pour 2026, elles grimpent à 68,7 M€. Cette somme comprend le paiement des prestations des services RH, finances, IMG central, DRM, et la Fabrique (27 M€). La région la plus consommatrice est forcément Paris Ile-de-France qui utilise les plateaux, avec les techniciens, du siège. La construction de son budget n'avait pas prévu de baisse de prestations qu'on peut attendre avec l'utilisation du plateau riquiqui du CDE, qui n'est d'ailleurs pas opéré par la Fabrique. Et le partage prévu ensuite d'un autre plateau avec DoPom (ex Malakoff). Philippe Angot explique que les demandes d'occupation des plateaux du siège sont étudiées l'été précédent, et cette migration n'était pas connue à ce moment-là.

Hors masse salariale et prestations internes, les dépenses s'élèvent à 84,5 M€ de dépenses, réparties comme suit (en %) :

Détail des charges hors personnel - Budget 2026
(hors prestations internes)



La Fabrique

C'est la plus grosse part des prestations internes avec 27 M€. On observe une stabilité en 2026, et un budget tenu en 2025. Du jamais-vu.

En post-production, on constate un léger retard de 117 jours sur les 10 547 prévus. Comme chaque année, le premier semestre a été plus calme, et le retard pris ne peut être complètement comblé en fin d'année. L'anticipation de la baisse des documentaires n'était pas prise en compte dans la construction du budget. Ça pourrait avoir une incidence à la baisse sur l'utilisation de jours de montage. La vidéo-mobile est en retard à cause d'opérations spéciales annulées, ou faites autrement. Les courses cyclistes sont concernées.

Les jours de fiction sont en nette progression en 2026, à cause principalement du tournage de la deuxième saison de « *Bugarach* » en Occitanie.

La vidéo fixe ne concerne que la fabrication des JTs et émissions de Paris IdF, faite depuis les plateaux du siège avec l'équivalent de 328 jours prévus en 2026. On peut espérer que la facture sera réduite, au vu de la baisse qualitative de la prestation actuelle.

Les investissements

Les prévisions d'investissements n'ont pas été atteintes en 2025. 14,2 M€ au lieu de 20,8 M€.

Encore une fois, c'est principalement à cause du retard pris dans le chantier de la future station de Nice. 7 M€ sont fléchés pour ce déménagement en 2026. Les études pour la station de Lyon sont prévues pour 500 000 €.

Plusieurs sites vont être sécurisés, ce qui représente de grosses dépenses. On peut dire qu'on se « *bunkerise* ». On a 310 000 € pour Brive, Guéret et Limoges. Et 310 000 € pour Grenoble.

Pour les projets technologiques, le programme des régies COSMA arrive dans le budget, à commencer par Marseille, qui accueille aussi le site de qualification (SQM), sur le modèle de celui de Strasbourg pour les régies MOSAR. A terme, onze régies COSMA sont prévues. Et le déploiement de l'assistant Overdrive sur les régies MOSAR planifié pour 2026 coûte 1 M€.

La maintenance et les mises à jour d'iMedia nécessitent 1,7 M€. C'est constant et ça restera ainsi tant qu'on aura iMedia.

En tout, le réseau a prévu d'investir 21,2 M€ en 2026.

Les Recettes

Publicité et parrainage

« *C'est mauvais sur toute la ligne* », annonce Philippe Angot. Malgré des prévisions faibles pour 2025, les rentrées publicitaires sont en-dessous des attentes. 1,3 M€ de retard pour la publicité et 0,6 M€ pour le parrainage. On avait l'habitude que l'un compense l'autre. Mais là, non. L'écran en moins à cause de Tempo, et celui d'après 20h ont accéléré la chute des recettes. Il y a quelques années, on faisait 12% à 20h15. Maintenant, c'est 3 %. Et les audiences de nos éditions sont faibles sur les catégories cibles des annonceurs. On dépasse rarement les 5 % chez les 15/49 ans.

Les recettes affûtées, qui ne sont pas du cash, augmentent, mais c'est parce que les recettes classiques baissent. On remplit les écrans disponibles avec ces annonces qui sont des échanges contre de la pub dans d'autres médias, ou de la billetterie.

La régie publicitaire ne prévoit pas d'amélioration pour 2026, avec 3,2 M€ pour la publicité et 2,3 M€ pour le parrainage. Le début d'année est d'ailleurs mauvais, dans le réseau comme sur les antennes nationales.

Et le réseau est aussi écarté de la segmentation de la pub, car ce n'est pas possible sur les programmes régionaux. L'écran de 20h15 ne performe plus à cause de son placement entre deux programmes à la peine. « *Stade 2* » et la rediffusion de « *Un si grand soleil* ». Si la page de pub se déplaçait entre les deux épisodes d'USGS, ça n'aurait pas le même impact.

Quant à la publicité sur le web, nous n'avons aucune visibilité sur ces chiffres. Pourtant, les annonceurs se tournent plus vers le numérique. Et pour le web, le réseau ne touche aucune recette, même sur les annonces sur notre propre site, qui est en fait hébergé sur franceinfo.fr. A l'heure du streaming first dans l'entreprise, et de la future migration de notre site vers Radio-France, on constate que le réseau est écarté des nouvelles recettes publicitaires.

La régie publicitaire a prélevé 0,94 M€ de commission en 2025, avec un taux de 14,1 %.

Au global, le total des recettes publicitaires est estimé à 7,1 M€ pour cette année. Il était de 7,8 M€ dans le résultat 2025.

COM régionaux

En 2025, quatre régions avaient un COM : Bretagne, Centre Val-de-Loire, Grand-Est et Nouvelle-Aquitaine. Pour GE, il n'y a eu aucun versement dans nos caisses.

CVdL a fortement réduit sa contribution à cause de l'arrêt de l'émission que le COM finançait. Elle n'a versé que 79 000 € sur les 243 000 prévus. Bretagne est toujours bonne payeuse avec 580 000 €. NA aussi, mais a revu légèrement à la baisse sa contribution pour 2026 avec 0.9 M€, essentiellement fléché sur NoA.

Pour les années futures, Nouvelle Aquitaine se pose la question sur le financement pour l'avenir de NoA.

Pour les partenariats, PACA continue sur le festival "*Med in Doc*". Contrairement à l'an dernier, la région a versé ses 180 000 €. Pour 2026, c'est reconduit, à la baisse, avec 146 000 €.

Il n'y a pas de nouveau COM à l'horizon pour d'autres régions.

Conclusion

La direction a choisi de réduire les achats de programmes, pour les remplacer par de la production interne. La commission est favorable à cette politique, si elle se traduit par une augmentation de fabrication. Or, avec une forte baisse d'ETP, le choix est mis sur la rediffusion, via le rachat de droits, et une augmentation des programmations multirégionales. Ce n'est pas une solution pérenne pour notre activité.

FTV choisit d'étouffer le réseau en réduisant sa capacité à fabriquer au quotidien. Les tranches horaires régionales, qui avaient baissé au moment de Tempo, restent stables pour 2026. Il est impératif de conserver du temps d'antenne régional, et on devrait même l'augmenter (hors matinales filmées) pour respecter les engagements passés de la régionalisation. Mais il faut que ça engendre de l'activité, aujourd'hui.

Pour 2026, il serait bon de véritablement consommer tout notre budget à disposition. Car même s'il est réduit, les directeurs financiers régionaux sauront mettre la pression pour être « prudent », et sous-consommer. Il ne sera pas acceptable de rendre encore des millions, et des ETP, alors que l'emploi du réseau est à la baisse, et que nos collègues non-permanents se retrouvent au chômage.

Par ailleurs, les élus avaient demandé un point sur le bilan, et surtout le cout du projet « Overdrive » depuis le début de l'expérimentation à Rouen qui date de l'automne 2019. De nombreuses formations avaient d'ailleurs débuté pour les équipes normandes, sans finalement aboutir. Près de sept ans plus tard, aucune

régie ne tourne avec Overdrive. Certes il y a eu le Covid, mais ça n'explique pas tout, loin de là...

La direction a fourni à la commission des informations budgétaires sur la mise en œuvre de cet « assistant de fabrication », qui a nécessité, en plus de régies MOSAR, d'autres outils comme OpenMedia ou Tesserra.

L'abandon de l'expérimentation à Rouen a engendré l'installation d'une régie spécifique à Strasbourg, le SQS (Site de Qualification de Strasbourg) avec de nombreux détachements de personnels, et de nombreuses formations idoines.

Concernant les coûts, le programme Mosar complet comprend 12 régies, qui sont désormais toutes installées. La première qui exploitera l'assistant est Poitiers. Reims suivra. Avec en plus deux régies provisoires et le SQS, le total est chiffré à environ 18 M€. La part liée à l'assistant de fabrication est d'environ 13% du programme soit 2,34 M€.

La part des formations dans ce total est évaluée à 2 M€ avec près de 500 salariés formés. 1,2 M€ pour la mise en œuvre des régies, et 0,8 M€ pour la partie automate.

Le coût des travaux d'aménagement des régies concernées par ce programme est en moyenne 150 K€ par régie (12 antennes régionales + SQS) soit 1,95 M€.

Quand la grande direction des technologies, avec la directrice du réseau de l'époque, ont déployé ce projet, ils imaginaient une réduction conséquente des effectifs en régie et en plateau, donc une réduction de la masse salariale. Ils ont dû l'estimer, et la comparer avec l'investissement technique, pour finalement dépenser moins. C'est cet objectif d'économie non-réalisée que nous aurions aimé connaître. Nous restons dans l'inconnu à ce niveau.